

# TRANSFERT ET APPROPRIATION DE TECHNOLOGIES

Séminaire sur le Développement

EPFL, CH-1015 Lausanne

29 et 30 avril 97

## Environnement Urbain Recherche, Action et Participation: C'est quand qu'on va où ?

Jean-Claude BOLAY et Yves PEDRAZZINI

Texte de référence pour la communication

### « LE DEVELOPPEMENT DURABLE EXIGE-T-IL DE NOUVELLES FORMES DE COOPERATION »

*Papier de travail*



ÉCOLE POLYTECHNIQUE  
FÉDÉRALE DE LAUSANNE  
LaSUR-INTER-ENAC

e-mail : jean-claude.bolay@epfl

yves.pedrazzini@epfl.ch

*C'est même pas moi qui parlais,  
je répondais à Arthur  
qui me demandait en anglais  
comment on dit "no future".  
Si on est puni pour ça,  
alors je dis : halte à tout !  
Explique moi, papa,  
c'est quand qu'on va où ?*

**Renaud Séchan**

# Environnement Urbain Recherche, Action et Participation: C'est quand qu'on va où ?

Jean-Claude BOLAY et Yves PEDRAZZINI<sup>1</sup>

<i>Résumé</i>	3
<i>1. Il était une fois... une petite histoire de développement urbain</i>	5
<i>2. Urbanisation et environnement : s'initier à la complexité</i>	6
<i>3. Emergence de la "recherche-action"</i>	8
<i>4. Une sociologie du réel</i>	9
<i>5. Du respect du sujet à sa participation au projet</i>	12
<i>6. Méthodes et participation sociale: que trouve-t-on avec qui ?</i>	16
<i>6.1 Villes en mouvement recherchent acteurs désespérément !</i>	16
<i>6.2 Pour l'appréhension du réel urbain, du doute à la méthode</i>	19
<i>7. Recherche urbaine: errements et discernements de nos pratiques</i>	25
<i>7.1 Une recherche participative au Vietnam</i>	25

---

<sup>1</sup> Ce texte a été soumis pour la première fois à discussion par ses deux auteurs lors du premier séminaire international du Groupe de projets "Gestion de l'Environnement urbain" organisé dans le cadre du Programme Prioritaire "Environnement" intitulé "Recherche, action et formation en gestion de l'environnement urbain", Ouagadougou, Burkina Faso, 17 – 22 mars 1997.

7.2 Une recherche-action en Bolivie _____	27
8. Conclusion : formation participative, respect de l'altérité et citoyenneté ____	28
Références bibliographiques citées _____	30

## Résumé

Réfléchir aux méthodes de recherche s'avère particulièrement important pour des chercheurs impliqués en milieu urbain, d'une part, et dans le cadre d'équipes interdisciplinaires et internationales, d'autre part.

La ville représentera, à l'avenir, le milieu de vie d'une majorité de la population mondiale. Cet environnement est l'enjeu de nombreuses luttes entre acteurs défendant des intérêts parfois divergeants. Une telle conflictualité entre logiques sociales, économiques et techniques doit être prise en compte par nos méthodes d'investigation.

L'IREC, par son expérience de recherche et de formation dans les pays du Tiers Monde, se place dans la continuité d'une démarche d'implication scientifique: la *recherche-action*. Mais, cherchant à nous distinguer à l'égard des deux principaux courants qui ont marqué la genèse de ce mouvement, nous insistons sur la dimension *participative de la méthode*. Peut être considérée comme recherche participative toute investigation centrée sur la participation des acteurs sociaux et institutionnels impliqués dans la transformation de la réalité urbaine. Et ce dès la phase de conception, dans l'élaboration du diagnostique, puis dans la détermination des conclusions et des recommandations qui en émanent, ainsi qu'au stade de leur application concrète.

Deux écoles de pensée ont marqué cette méthodologie: une école nord-américaine cherchant, à partir de K. Lewin, à surmonter la séparation entre une logique de connaissance et une logique de l'action, débouchant sur une "pensée pratique, opérationnelle". L'autre, en France, où de nombreux chercheurs, parmi lesquels P.-H. Chombart de Lauwe, ont voulu apporter une dimension plus directement engagée à l'action du chercheur impliqué dans le processus de transformation sociale.

Pour notre part, nous estimons que la complexité de l'urbain nous entraîne à travailler en concertation avec les acteurs de ces changements: autorités publiques, populations et médiateurs, que ces derniers représentent les milieux associatifs, communautaires ou privés.

Pour appréhender la réalité urbaine et offrir aux acteurs sociaux et institutionnels des instruments permettant de "mieux la comprendre pour mieux la changer", notre méthode de travail s'appuie sur quelques éléments clés: l'interdisciplinarité, le dialogue entre secteurs impliqués dans la transformation urbaine, la participation des acteurs sociaux à l'ensemble du processus de recherche, l'appui et le conseil aux acteurs du changement.

L'application de ces préceptes se traduit par des difficultés de mise en œuvre qui, à l'analyse, se révèlent riches d'enseignement. Mieux saisir la nature des blocages dans le transfert de connaissances est de la plus haute importance si l'on souhaite améliorer sa pratique de recherche, trouver des modalités appropriées de collaboration entre scientifiques et praticiens, et apporter un appui plus conséquent aux acteurs engagés dans des projets de développement.

La recherche menée actuellement à Hô Chi Minh Ville, Vietnam, sur les relations entre la préservation de l'environnement et l'extension de l'habitat précaire, et l'étude réalisée il y a

quelques années en Bolivie en appui au Gouvernement pour la mise en place d'une nouvelle politique du logement populaire, sont représentatives de ce type de préoccupation. Dans un cas comme dans l'autre, la mise en place d'équipes interdisciplinaires et la consultation de la population représentent une manière totalement nouvelle de "travailler ensemble". Mais ce n'est qu'avec le temps que des relations de confiance peuvent être établies entre partenaires cherchant à dialoguer et à trouver des solutions concertées tenant compte d'intérêts parfois antagoniques, de rythmes de travail différents, de conjonctures fluctuantes.

En conclusion, il nous est possible d'affirmer que la recherche participative à laquelle nous nous référons, et sur laquelle nous nous appuyons dans nos projets, vise, par l'établissement de partenariats internationaux, par son esprit critique, par l'expérimentation de modèles innovatifs de formation et d'appui, à renforcer les acteurs sociaux dans leur souci d'égalité et de citoyenneté.

## 1. Il était une fois... une petite histoire de développement urbain

Deux continents et dix années séparent Douala, centre économique du Cameroun et Hô Chi Minh City, la métropole vietnamienne. Dans l'humide chaleur tropicale de ces deux agglomérations bouillonnantes, un même souvenir s'inscrit<sup>2</sup>: deux bureaux, l'un, très luxueux, de la Direction d'une agence de restructuration urbaine camerounaise, l'autre, plus modeste, du Comité populaire d'un sous-district urbain à HCMC. Dans les deux prônent, comme des icônes ensoleillées, les plans directeurs de la Ville au futur, objets de tant de fierté, monuments de réification de la pensée planificatrice, enrubannés de grands tracés colorés et placés comme symboles permanents de la stabilité rassurante d'un "avenir radieux ". Nous étions déjà virtuellement en l'an 2000.

Faut-il en sourire ou reconnaître humblement qu'au même titre que les auteurs de ces projections, nous avons aussi ressenti ce sentiment de satisfaction tranquille devant les grandes lignes sombres et musclées traçant sur le papier l'avancement inéluctable de nos tâches, leurs étapes linéaires, leur conclusion (début et fin d'un processus obligatoirement et strictement matériel et technique, le développement socioculturel et économique ne pouvant se laisser emprisonner dans de tels filets). Force est de reconnaître que ce louable effort d'anticipation est, dans sa visée, digne de respect en ce qu'il cherche à débusquer le futur avant de se le voir imposer. Mais qu'il est aussi hautement critiquable quand l'instrument de maîtrise du futur se transforme insensiblement en une finalité : l'avenir existe, la preuve nous l'avons dessiné et exposé sous forme de maquettes. A qui la faute ? Qui sommes-nous et qui avons-nous côtoyé pour que l'étendard déchu de nos desseins erronés reste suspendu aux murs de nos bureaux ?

A l'envers des papiers immobiles qui scellent l'avenir tel que se le figurent aménageurs et planificateurs et à l'autre extrême de la dynamique urbaine, les propos d'un "autoconstructeur" bamiléké ont une valeur prémonitoire. Ayant édifié durant la nuit une cabane de planches sur l'emprise d'une future voie publique traversant la zone Nylon, à Douala, il se savait acculé à détruire sa construction. Ultime argument face à l'imparable sanction du représentant de la force légitime, l'Agence d'aménagement, il répondit : "*Mais c'est un tout petit rien*", avec un sourire effacé, sachant par avance qu'il ne convaincrerait personne. Petit rien pour qui ? Pour l'aménageur embarrassé par cette présence importune ou pour lui, l'informel d'un quartier périphérique qui, en quelques heures, avait transformé une dizaine de mètres carrés de terrain plat en une petite boutique et un dortoir familial ?

Deux acteurs essentiels se révèlent au travers de cette évocation : d'un côté le professionnel de l'urbain, représentant direct de l'ordre public (le fonctionnaire) ou au

---

<sup>2</sup> Nous évoquons ici l'expérience personnelle d'un des deux auteurs de la communication, en l'occurrence Jean-Claude Bolay, expert de la DDC au Cameroun entre 1986 et 1989, puis coordinateur du projet de recherche au Vietnam pour l'EPFL dès 1994.

service de celui-ci (l'architecte, ingénieur ou entrepreneur en contrat avec l'autorité urbaine); face à lui le constructeur populaire, individu, famille, groupe, cent fois réincarné, avec ses gestes et son désir de matérialiser, dans son logement et l'aménagement de son quartier, la progression sociale que représente à ses yeux l'insertion au monde urbain. Deux mondes qui loin, le plus souvent, de s'interpénétrer, se côtoient, se défient, se combattent, alors même qu'ils sont acteurs d'une même dynamique et représentants de deux facettes de la réalité urbaine contemporaine. Ils ne peuvent s'ignorer ou s'éviter, au risque d'accentuer encore la ségrégation spatiale et sociale qui caractérise la ville du tiers monde.

Sortir de ce "cercle infernal" requiert des méthodes innovatrices, des instruments adaptés à la nature des problèmes et des conflits. Toutes raisons qui nous entraînent à réfléchir sur des formes participatives de planification et d'organisation de l'environnement urbain, à penser ensemble le rôle des chercheurs, des populations et des pouvoirs publics mais également celui des intermédiaires que sont les ONG, les milieux privés et tous les groupements urbains qui se meuvent en défense de leurs intérêts.

## **2. Urbanisation et environnement : s'initier à la complexité**

Monde stupéfiant dans lequel nous vivons tous, scientifiques, chercheurs, "développeurs", coopérants, fait à la fois de tant d'implicites, de connivences, de partages de lieux et d'idées : on en viendrait à se croire parties prenantes de ce fameux village global que serait désormais notre planète. Pourtant, derrière notre commune façade, combien de différences nous séparent, nous autres "experts du développement" du Nord comme du Sud, et quel fossé devons-nous enjamber pour aller à la rencontre des populations que l'on souhaiterait bénéficiaires de nos actions ! Question cruciale donc que celle de notre pratique de recherche, des méthodes que nous appliquons, de leurs résultats et de leurs appropriations par d'autres, cela tout particulièrement dans le cadre de projets et de programmes de coopération internationale fondés sur le partenariat entre individus et institutions d'origines et histoires souvent très éloignées.

Cette réflexion sur la recherche, l'action et la formation nous donne ainsi l'occasion de débattre de nos méthodes de recherche, d'identifier les acteurs qui les promeuvent et les appliquent, ainsi que les effets directs et indirects qui en résultent. Point fondamental afin de nous situer, dans nos spécificités scientifiques, à l'égard de nos partenaires et de définir ensemble des modes de collaboration, des types de coopération qui aillent au-delà d'un transfert de technologies du Nord vers le Sud.

Bien que de portée universaliste, un tel questionnement prend tout son sens en milieu urbain. En effet, le constat porté par les experts internationaux ne cesse de se confirmer: la ville sera prochainement le lieu de vie d'une majorité de la population

mondiale<sup>3</sup>. Ses caractéristiques environnementales (dégradation accélérée des ressources naturelles), socio-économiques (filères informelles de production et paupérisation accélérée), urbanistiques (accroissement de l'habitat précaire) et institutionnelles (décentralisation mais faiblesse des collectivités territoriales) font du champ urbain un enjeu fortement conflictuel. Notre action, de recherche et/ou de développement, ne peut ignorer les potentialités extraordinaires que revêt la croissance urbaine, pas plus que les contradictions, les tensions et les luttes qui en émergent. Cela est vrai pour l'ensemble des actions de développement qui y prennent place; cela s'avère également être le cas pour tout processus de recherche participative. En effet, si les praticiens et les chercheurs ont progressivement appris à s'écouter, le dialogue reste encore parfois difficile. D'un côté comme de l'autre, des "cultures endogènes" guident à la prudence, une retenue faite de susceptibilités feutrées, d'arrogance également, que ce soit à l'encontre des "universitaires qui ne font rien", que ce soit à l'égard des "praticiens qui ne comprennent rien".

Chercher à mieux saisir ces distinctions, en saisir les raisons et les conséquences, devrait nous guider à lier plus directement la recherche scientifique aux pratiques de développement, tentant de réinventer, sous un mode approprié à chaque environnement, des méthodes propres à intégrer un dialogue permanent entre la recherche et l'action.

Dans ce contexte particulier de la coopération au développement, le chercheur doit penser très attentivement son projet et sa réalisation, ainsi que la transmission de ses résultats aux tiers impliqués d'une manière ou d'une autre par son travail. La question de l'engagement du chercheur, celle de son "utilité" sociale, de son efficacité, de ses buts ou implications politiques s'est posée depuis très longtemps. Cette question a pris de nombreuses formes au cours de ce siècle mais elle s'est toujours prolongée, d'une manière ou d'une autre par la tentation d'évaluer le travail du chercheur au travers de sa capacité à "passer à l'action", c'est-à-dire son aptitude à appliquer les résultats ou, du moins, à participer à la "formation" de ceux, décideurs politiques ou techniciens, qui devront les appliquer à sa place. La recherche, c'est vrai aussi bien au Nord qu'au Sud, est de plus en plus considérée sinon comme action, du moins comme devant obligatoirement déboucher sur une forme "d'action", la définition de celle-ci variant passablement d'un chercheur à l'autre.

Mais quelle que puisse être cette action, sa portée ne saurait être jugée hors de l'actuel environnement de crise - une crise comme "fait social total" de notre civilisation occidentale, traduite ici à la fois comme crise de la Science et comme crise du

---

<sup>3</sup> Sans entrer dans le détail nous pouvons aisément nous référer aux chiffres des Nations Unies (1991) pour constater qu'en 1950 déjà plus de la moitié de la population occidentale était urbanisée (53,8%) alors que ce taux n'atteignait que 17% dans les pays économiquement les moins développés. Au début du troisième millénaire, 51,1% de la population mondiale vivra dans des villes de tailles plus ou moins importantes (74,9% en pays industrialisés et 45,1% dans les pays du Sud). Pour les pays en développement, cette évolution s'opère aujourd'hui à un rythme soutenu : 3,86% de croissance urbaine annuelle contre 0,86% dans les pays économiquement plus développés (UNCHS/HABITAT, 1996).

Développement, crise donc de la Modernité comme idéologie<sup>4</sup>. Les méthodes sociologiques "douces", recherche-action, recherche participative ou observation participante, parce qu'elles vont dans le sens d'un échange ou d'un partage des connaissances plus qu'un parachutage de techniques du nord sur le sud, sont à considérer comme une contribution des sciences humaines à l'avancée d'un "développement durable", notion née de cette crise identitaire de l'Occident.

### 3. Emergence de la "recherche-action"

Venue, semble-t-il, pendant la seconde guerre mondiale, de la psychologie sociale de Kurt Lewin, la "recherche-action" a été dès ses origines une tentative pour surmonter la séparation entre une logique de connaissance et une logique de l'action que l'on avait toujours eu tendance à présenter comme antagonistes, la première étant une logique de la recherche classique, pure, de laboratoire en quelque sorte, la seconde une logique d'intervention, de terrain (J.-P. Resweber, 1995, p. 7). Plus important, on pensait le plus souvent que l'une et l'autre ne pouvaient être le fait d'un même chercheur : la recherche et l'action étaient deux métiers se reprochant qui son côté action sociale, qui son côté tour d'ivoire. L'une ne voyait que la terre battue de la réalité, l'autre n'en connaissant qu'à peine l'existence... En sociologie, cette séparation des modalités méthodologiques était également très prononcée et dès les années 50, un courant de "pensée pratique" s'est développé, visant, comme en psychologie sociale, une réconciliation "opérationnelle" entre recherche et action. Cette visée s'est traduite différemment de part et d'autre de l'Atlantique bien qu'en fait le souci qui guidât les uns et les autres fût le même : ne plus laisser la "Science" trop s'éloigner du monde...

En 1960, l'anthropologue américain propose de légitimer formellement la recherche-action au nom de trois "orientations" : la mise à l'épreuve de l'action par un groupe d'usagers (ou acteurs) - pilote ; la volonté des chercheurs de mettre des "outils de changement" à disposition des usagers ; le but "transformateur" explicite de la recherche-action : elle doit changer, en mieux, la situation des usagers. La question du transfert des résultats de la recherche, leur "bonne" utilisation par les usagers et l'éclairage en retour que ceux-ci peuvent porter sur l'entier du processus sont donc des éléments très tôt présents dans les principes des "chercheurs-acteurs". Reste encore à savoir au nom de quoi - la blouse blanche, le doctorat, les livres qu'il écrira - le chercheur s'autorise à *intervenir*. Du chercheur simplement humaniste au militant engagé et révolutionnaire, les réponses varient (J.-P. Resweber, 1995, pp. 24- 25).

Dans sa version classique, celle développée notamment par Paul-Henry Chombart de Lauwe et la RCI, Recherche Coopérative Internationale<sup>5</sup>, dans les années 60 et 70, la

---

<sup>4</sup> Sur l'actuelle crise de la "croyance" scientifique, voir notamment : A. Sokal (1997) et M. Rio (1997). Sur la "crise du développement", voir par exemple : E. Morin (1984).

<sup>5</sup> Réseau international de chercheurs fondé par P.-H. Chombart de Lauwe qui se proposait d'étudier les transformations sociales induites par des innovations culturelles ou "cultures novatrices", l'ensemble de ces processus étant identifié comme "dynamique culturelle". La RCI est devenue l'ARCI (Association de



théorie de la recherche-action se voulait explicitement instrument de transformation sociale et moyen de répondre aux aspirations des groupes dominés culturellement, économiquement ou politiquement mais qui, malgré ces principes clairement progressistes, n'en demeurerait pas moins une recherche projetée, montée et menée par des chercheurs, fût-ce au profit des "habitants", "groupes dominés" ou autres "populations défavorisées" (P.-H. Chombart de Lauwe et al., 1984 ; 1988). Les non-chercheurs participaient à la recherche plutôt en tant que figurants, objets pensants ou partenaires-employés, au mieux comme interlocuteurs. Pourtant, l'idée originale était exactement inverse : le chercheur professionnel participant - si nécessaire - à l'auto-recherche des habitants destinée à leur permettre d'acquérir les moyens d'une action, les connaissances et les techniques indispensables pour transformer leur situation sociale. Ce qui était finalement souhaité dans une expérience de recherche-action était l'autogestion non seulement des différentes tâches de "production" des solutions mais aussi de la recherche préalable à l'action et de l'identification de ces solutions.

L'action est une préoccupation nécessaire du sociologue mais cela ne veut pas dire qu'il fasse forcément autre chose que de penser l'action, éventuellement préparer l'action de tiers. En général, le fait de s'interroger sur les modes et conséquences de l'action - que l'on pourrait définir comme l'application pratique des hypothèses sur le changement social - ne le pousse pas à agir lui-même. Ce décalage entre le moment de la recherche et le moment de l'action d'une part, les "acteurs" de la recherche et ceux de l'action d'autre part fait que l'on devrait parler plutôt de "recherche et action" ou "recherche pour l'action" que de recherche-action.

#### **4. Une sociologie du réel**

"Sois réel, mec !" - voilà ce qu'il faut dire au sociologue. Ça ne l'empêchera pas de travailler ni même de penser, mais ça lui évitera de se perdre en conjectures. On n'a plus le temps, dans un monde contemporain à nouveau en procès de civilisation, de mener de la recherche pure en sociologie. D'ailleurs, même si on en avait envie, ce monde nous rappellerait à quel point il ne peut y avoir de sociologie qu'appliquée. Cette obligation est en fait moins morale que "technique" ou "méthodologique". En effet, si l'envie lui venait de faire abstraction des possibles applications pratiques ou des conséquences, le sociologue contemporain verrait la pertinence de ses travaux relativisée et suspecte "d'irréalisme", cela alors même que certains des plus grands théoriciens de la sociologie ne se sont jamais vraiment souciés de l'approbation du terrain... Pourtant, il semble qu'aujourd'hui le "pur penseur" soit quelque peu passé de mode et que sans ce retour au réel qui obsède aujourd'hui nombre de cinéastes, romanciers et musiciens, le sociologue n'ait fait son travail qu'à moitié.

L'action - que l'on pourrait définir comme la tentative d'un scientifique allié à son sujet

---

Recherche Coopérative Internationale) en 1986. Voir notamment : P.-H. Chombart de Lauwe (1965 ; 1975, et al., 1952 ; 1966, dir. 1970 ; 1978, etc.).

de vérifier dans la pratique la validité de son analyse - ne doit cependant pas être réduite à un protocole de restitution de la recherche aux populations étudiées, avec plus ou moins de bonne volonté. Pour cela, il faut que "l'action" soit pensée dès la formulation du projet comme étape culminante de la recherche.

Encore faut-il que cette action ne soit pas que l'entreprise de vérification du seul chercheur décidé à valider ses hypothèses de la meilleure manière. Il est important que cette action soit menée par le chercheur avec l'aide des personnes ayant été, d'une façon ou d'une autre, étudiées par celui-ci. C'est ainsi que l'un et les autres parviendront à "objectiver" les résultats et en faire usage sur le terrain dans le sens d'une transformation sociale souhaitée dès l'énoncé du projet par les sujets de la recherche. Car, dans le cadre d'une recherche-action "classique", l'alliance du chercheur et de son sujet d'étude est définie dès le début : la recherche n'aura de sens que si elle est voulue comme action pensée stratégiquement et la recherche-action n'aura d'utilité que si son but, son objectif de transformation, a été clairement défini et sa portée délimitée. La recherche-action n'a donc de sens que si elle est préparée comme recherche participative et que la "participation" des sujets à la recherche intervienne dès la formulation des objectifs. Ce n'est que de cette manière que la recherche-action pourra être considérée comme une méthode d'investigation. Dans le cas d'une action dictée a posteriori par les circonstances et la mauvaise conscience du chercheur romantiquement emporté par le désir "d'être comme" ceux qu'ils étudient, on peut parier qu'il ne s'agira que d'un acte de solidarité tardif, en dehors de la recherche et probablement en dehors de l'action stratégique... Cette attitude a souvent été le motif pour lequel certains anthropologues spécialistes des questions de développement ont pu globalement et entièrement rejeter la "recherche-action" qui n'aurait, selon eux, strictement rien à faire avec la recherche. Il s'agirait, en effet, que d'une pédagogie déguisée en méthode de reconnaissance des réalités qui ne ferait qu'actualiser maladroitement les thèses présentées par Paulo Freire dans *la Pédagogie des opprimés* (1980) (Sabelli, 1993, p. 80). La recherche-action ne viserait qu'à "réduire le rôle du chercheur à celui d'animateur, car les vrais acteurs de la recherche (sujet) seraient les personnes concernées par les problèmes sociaux et économiques. Et sa finalité (objet) s'identifierait avec le changement de situation dans laquelle se trouvent les acteurs mêmes" (idem pp. 79-80). Cette peur du chercheur perdant identité et statut dans l'action ne semble pas de mise aux Etats Unis où les liens entre chercheurs et "acteurs" ont été souvent mis en cause, même par les sociologues les plus établis dans la profession.

Le monument de la sociologie qu'est William Foote Whyte, auteur du classique de l'ethnologie urbaine "Street Corner Society" parle dans une postface à une réédition de son livre de la continuité de ses méthodes dans le mouvement nommé RAP (*Recherche action participative*), PAR en anglais (pour *Participatory Action Research*). A ce propos, il note : "*Avec certains de mes collègues, je suis de plus en plus convaincu que, pour combler la distance entre chercheurs professionnels et les membres du groupe étudié, une des solutions majeures est la recherche-action participative (RAP). La RAP est une méthodologie dans laquelle les chercheurs invitent certains membres du groupe à participer avec eux à toutes les phases du*

*processus de recherche, de son élaboration initiale à l'application pratique de ses résultats, en passant par la collecte et l'analyse des données"* (W. F. Whyte, 1996, pp. 378). La Recherche-action participative a selon W. F. Whyte deux grands avantages : *"Dans les relations de terrain, elle nous permet d'aller au-delà de la réciprocité interpersonnelle en liant les informateurs principaux et les chercheurs professionnels. Quand les membres de la communauté ou de l'organisation étudiée s'intéressent aux retombées escomptées de la recherche en terme d'action, ils sont moins soucieux d'obtenir personnellement quelque chose de leur relation avec le chercheur. Cette pratique contribue également à libérer le chercheur de l'incertitude et de l'angoisse de savoir s'il a fait personnellement assez pour ses informateurs en échange de leurs services"* (pp. 378-379). *"La RAP nous permet aussi de répondre à l'une des préoccupations de l'épistémologie critique : elle laisse ouverte la possibilité qu'au moins une partie du groupe étudié puisse faire entendre sa voix aux côtés de celle des observateurs extérieurs. Ce qui peut à la fois enrichir le processus de collecte et d'analyse des données et accroître le degré d'acceptation du rapport de recherche dans la communauté ou l'organisation étudiée"* (p. 379). Encore faut-il ne pas en faire un pur outil de stratégie destiné à compromettre suffisamment le groupe étudié comme responsable ou auteur du rapport ou du travail réalisé, au point qu'il lui soit alors impossible de le critiquer sans se renier soi-même.

Enfin, W. F. Whyte souligne que la méthode de la RAP a plus de chances de réussir si *"le chercheur en sciences sociales est membre d'une organisation permanente qui permet de développer des relations à long terme. Le chercheur isolé est dans une position difficile pour assumer le suivi indispensable"* (p. 379). La RAP rejoint là la recherche-action selon P.-H. Chombart de Lauwe. Le suivi doit être assuré par des chercheurs se succédant sur le terrain sous peine de n'avoir été qu'un "coup sociologique" d'un chercheur agissant en franc-tireur...

On le voit donc, un travail exemplaire réalisé il y a cinquante ans à Boston reste parfaitement actuel. Les relations entre chercheurs et informateurs ne sont toujours pas réglementées et posent encore problème aux uns comme aux autres<sup>6</sup>.

---

<sup>6</sup> C'est pourquoi le retour en force de l'ethnologie urbaine issue de l'école de Chicago (H. S. Becker, 1985; L. Wirth, 1980) et de la sociologie urbaine telle que l'ont développée des personnages comme G. Simmel (1989) ou W. F. Whyte (1996), comme celui, plus récent de sociologues français comme P.-H. Chombart de Lauwe (1997) ne sont pas surprenants.

## 5. Du respect du sujet à sa participation au projet

Les formules pour ne pas "chosifier" le sujet de l'étude sont nombreuses à s'offrir au chercheur. Pourtant, aujourd'hui, la tendance est généralement de le faire participer à la recherche, comme si son intégration pouvait être la garantie de meilleurs résultats. Cette participation peut se faire à différents moments mais le débat a généralement lieu entre deux "écoles", celle défendant une participation totale du groupe étudié, du projet à la publication des résultats, position de la RAP américaine brièvement exposée ci-dessus; la seconde est celle de la recherche-action française prônant une participation des acteurs locaux lors de la mise en place d'une action consécutive à la phase de recherche menée par le chercheur *auprès* d'un groupe. Dans les deux cas, c'est dans l'action (la recherche elle-même dans le premier cas, l'application des résultats dans le second) que la question de la participation se pose. Les trois termes Recherche-Action-Participation sont liés. Sans action, la recherche pourrait ne pas penser la participation ou se limiter à la participation du chercheur, c'est-à-dire son irruption dans un groupe ou un milieu qu'il a choisit d'étudier mais dont il n'est pas issu ou membre. Il ne s'agit alors qu'une forme d'observation participante et la question de l'action n'est pas posée forcément.

Par ailleurs, la recherche-action en France n'était pas, à son époque classique dans les années 70, exempte de militantisme "prolétarien". L'action était pour le moins synonyme de lutte urbaine et l'engagement du chercheur était "obligatoire". Il fallait, comme Sartre, défendre la cause du peuple et, comme lui, le chercheur-acteur préférerait se tromper avec le peuple que d'avoir raison contre lui, fût-ce sur des points de théorie scientifique. Dans un souci honorable de ne pas mettre les sciences sociales au-dessus des hommes, beaucoup de scientifiques ont voulu traiter les questions de sociologie de manière horizontales et déplacer le champ de discussion de la recherche elle-même vers une "action" plus ou moins mythifiée en pratique démocratique.

Pour cela, il fallait que les universitaires ne planent pas au-dessus de leurs recherches. Mais ce souci a été mis entre parenthèse pendant les années 80 où la culture d'entreprise, le culte des gagnants et les plans de carrière avaient renvoyé l'éthique du chercheur à la préhistoire des sciences humaines. Les années 90 - est-ce un effet de la "crise" et le retour des "vraies questions" de société ? - ont ramené ces questions fondamentales au centre des débats professionnels, bien qu'il ne faille pas exagérer le nombre de chercheurs impliqués dans ce retour : d'une préoccupation basée sur une solidarité "prolétarienne" on est le plus souvent passé à une préoccupation "méthodologique", en vue de réduire, pour des raisons d'applicabilité, la distance entre le scientifique et le groupe étudié. C'est pourquoi la première question à poser aujourd'hui est celle de la pertinence de ce souhait de "combler la distance", souhait remis à l'ordre du jour par l'inachèvement du projet moderne et dont la légitimité est désormais largement admise dans les sciences sociales (Y. Pedrazzini, 1994).

Reste que cette coopération du chercheur avec le sujet de son étude n'a rien de "naturelle" et qu'elle ne peut être que le fruit d'un apprentissage méthodologique ?

Rien de tel bien sûr dans les sciences techniques : quel physicien désirerait combler la

distance qui le sépare des atomes qu'il étudie, quel biologiste chercherait à réduire celle qui le sépare de la souris ou de la cellule dont il observe les réactions aux produits administrés ?... Même actuellement, alors que des théories comme celle du chaos, de l'entropie ou de la cybernétique ont "relativisé" les certitudes des sciences exactes (allant jusqu'à les *assouplir*, selon le sociologue des sciences Bruno Latour), le physicien le plus enclin à douter de la vérité scientifique ne va pas s'attendre à voir remonter une pierre lâchée du haut de la tour de Pise !

Par contre, dès que l'on se déplace à l'intérieur de la nébuleuse "sciences humaines", cette préoccupation apparaît. L'homme "objet" ne peut pas laisser l'homme chercheur indifférent, cette réification lui paraissant en quelque sorte "immorale" et peu productive. Ce sont en effet avant la qualité de l'expérience qui rend la participation du groupe étudié souhaitable. La résistance de ce groupe au travail du chercheur pourrait compliquer ou même empêcher celui-ci. Mais le point de vue éthique a aussi son importance : se sachant anthropologiquement lié, d'une manière ou d'une autre, à son sujet, le chercheur peut se sentir solidaire de celui-ci et vouloir que sa recherche aboutisse forcément à l'amélioration des conditions de vie observées. Cet apparent paradoxe - modifier ce que l'on a patiemment observé - est plus celui du sociologue que de l'anthropologue, porté par le respect pour les coutumes et valeurs des populations étudiées.

Le débat est ancien mais reste pourtant essentiel et nombreux sont les chercheurs qui, aux Etats-Unis et en France notamment, se sont passionnés pour ces questions. Le respect de l'informateur et de la société étudiée reste dans tous les cas essentiel et commun aux différentes écoles, cela même si par ailleurs les modalités de "l'invitation" faite aux groupes de participer à l'étude ne sont pas toujours respectueuses des véritables intérêts de ces groupes, sans évoquer la représentativité toute relative de certains représentants.

Il est cependant étonnant de constater à quel point les chercheurs participant à des recherches-actions de types distincts ne se connaissent pas ou feignent ne pas se connaître. Le traditionnel antagonisme entre les écoles américaine et française de l'anthropologie culturelle n'explique pas tout.

Si dans la PAR, chercheurs et informateurs semblent former une véritable équipe de recherche - un peu sur le mode des fameux tandems des films policiers, un noir et un blanc - Eddy Murphy et Nick Nolte, Dany Glove et Mel Gibson, etc. - jouant sur leurs différences pour atteindre le but fixé (la capture du méchant dans les films, l'analyse ou la transformation sociales dans la recherche), dans la recherche-action française le chercheur invite l'informateur à donner son avis, mais il est en principe établi que la direction de la recherche n'est pas partagée.

On ne peut nier que les avantages de la PAR sont surtout pour celui des deux "partners" issu du monde académique, ce monde lui offrant de meilleures possibilités de valoriser son travail (enrichissement personnel, doctorat, reconnaissance du milieu universitaire, publication, salaire augmenté, etc.) alors que l'informateur n'aura dans son quartier qu'à faire valoir le prestige tout relatif d'une amitié avec un "professeur". Mais une certaine égalité existe de fait dans la PAR entre le chercheur et l'informateur.

La direction de la recherche, s'il est vrai qu'elle a été au départ prévue par le concepteur du projet, est une fois sur le terrain largement le fait de l'informateur dont le pouvoir de montrer ou de ne pas montrer l'essentiel du quartier ou de la région qu'il connaît bien laisse le chercheur largement dépendant. Cette volonté farouche propre aux tenants de l'ethnologie urbaine et de l'école de Chicago de vouloir devenir comme ceux qu'ils étudient, de devenir petit gangster américain ou "hobo", les oblige à faire totalement confiance mais aussi à se soumettre "techniquement" aux informateurs qu'ils devront avoir très bien choisis et respecter comme personne mais aussi comme "chercheur". Ce "principe de réciprocité", comme le nomme Whyte, ne garantit pas que l'informateur trouve forcément son compte dans la recherche. Mais la PAR a au moins le mérite de ne pas créer une illusion sur ce qui va suivre. L'informateur est plus libre de critiquer un chercheur qu'il ne craint pas de vexer, pas plus en tout cas qu'un ami ou un collègue.

Dans la recherche-action "à la française", une telle prise de pouvoir de l'informateur n'est en principe pas possible, ce dernier n'étant "autorisé" par la méthode qu'à favoriser le travail du chercheur, ayant été établi a priori que les résultats, appliqués et voués à une action concrète de transformation, aideront à améliorer la vie de l'informateur. Les deux figures du chercheur et de l'informateur collaborent, mais la direction de la recherche comme l'analyse des résultats ne sont pas discutées véritablement. Au mieux une prise de parole de l'informateur privilégié est possible.

En fait, si le chercheur "américain" a rarement le souci qu'il juge non scientifique de transformer le monde par la recherche et plutôt l'intention de mettre à jour des mécanismes "cachés" dans la culture de son informateur, il adopte néanmoins une méthodologie faisant une très large part aux initiatives de l'informateur à qui il sait devoir sa survie sur le terrain, survie physique ou intellectuelle. A l'inverse, le chercheur "français" qui en préparant son projet a explicitement annoncé son intention de mener une recherche préparant une action ou même avançant en même temps qu'elle, garde en quelque sorte ses distances avec ses informateurs en ne les questionnant que comme informateurs.

Les différents enjeux de ces méthodes ont-ils été bien expliqués ? La première, sans préjugés sur la formation du chercheur, soit universitaire soit "natif" du terrain de recherche, vise à l'efficacité : il faut connaître une réalité, savoir des choses à propos du problème étudié et qu'importe si la personne la mieux à même de les identifier n'est pas le chercheur mais l'informateur. La seconde méthode, plus conventionnelle, prévoit le maintien des rôles : l'informateur informera le chercheur de ce qu'il veut savoir. Ensuite, leur collaboration pourra se poursuivre dans l'action mais là non plus elle ne se confondra pas.

La question du suivi, partiellement liée à ce qui précède, reflète les deux états d'esprit. Pour le chercheur américain, les choses sont claires dès le début : l'égalité dans la pratique fait que le chercheur peut quitter ensuite le terrain sans avoir à s'engager de manière particulière pour la suite. La collaboration a lieu pour la durée de la recherche, chacun regagnant ensuite avec des bénéfices divers son milieu, qui l'Université, qui sa rue et sa maison. Pour le chercheur français, le fait qu'il ait gardé la direction de la

recherche et qu'il ait annoncé son projet d'appliquer les résultats de celle-ci dans une action pratique de transformation de la réalité analysée, son éloignement du terrain pose problème. L'informateur compte sur lui au-delà des limites contractuelles de la recherche. On ne peut en rester au diagnostic, il faut agir, qui plus est en décideur. La recherche-action crée des obligations pour le chercheur qui ne saurait s'y soustraire sans nier du même coup le principe même de son travail. Il peut alors dans cette phase "active" adopter une méthode plus basée sur la collaboration.

La participation des représentants communautaires à la recherche est à examiner à la lumière de ce qui précède. Nous avons, pour la démonstration, opposé très clairement les méthodes de l'école de Chicago et de Paris. On aurait pu être plus nuancé et montrer que les points communs existent et que l'affrontement doit beaucoup à des idées reçues des écoles de pensée elles-mêmes.

La grande différence entre recherche-action, telle que l'a défendue Paul-Henry Chombart de Lauwe dans les années 65-75, et la PAR, issue des travaux d'une certaine sociologie urbaine américaine des années 50, tient plus à la manière, à la façon de procéder sur le terrain qu'à une semblable volonté de rattacher la réflexion théorique à une pratique "physique" du terrain et d'exposer, en direct, le chercheur au regard et à la critique du sujet. Par contre, dès que la question de la participation du sujet à la recherche, plus encore d'une possible auto-recherche, est posée, ces deux écoles se révèlent passablement différentes, même si l'on peut là encore soutenir qu'il s'agit plus de différences de styles que d'idéologies. En effet, il n'est jamais question ni pour l'une ni pour l'autre de tenir le sujet à l'écart de la recherche et moins encore de mener sans lui une action consécutive à l'analyse des résultats de cette recherche. Néanmoins, le projet d'association avec le sujet peut prendre des formes diverses. Dans la PAR, c'est lors d'une recherche menée comme une action - presque de commando parfois - que la population, le groupe ou l'individu (comme figure) participe à la recherche. Il y participe puisqu'il participe complètement - en tant qu'informateur, collaborateur ou chercheur - à cette action scientifique qu'est l'enquête de terrain. Dans la recherche-action (France), on procède plus à une consultation de ces groupes étudiés, en vue de concrétiser des positions construites plus ou moins théoriquement. L'association avec le sujet est tardive et consultative. Elle est par contre moins "naïve" et plus engagée en ce sens qu'elle initie un processus de longue durée qui va aller en renforçant l'échange entre le chercheur et les représentants des sujets.

Quoi qu'il en soit, ces deux modes de recherche-action renvoient à des "cultures nationales" et il n'est pas surprenant que l'école française soit souvent plus gênée dans la phase d'action, encombrée par le passé colonial de l'anthropologie et les "sanglots de l'homme blanc" alors que l'école américaine, peut-être parce qu'elle a d'abord travaillé dans les grandes villes des Etats-Unis et non en milieu "exotique", a peu de complexes de cet ordre. Une fois le travail achevé, on ne se lamente pas cent dix ans sur le fait qu'il n'ait pas réussi à bouleverser l'ordre mondial...

## **6. Méthodes et participation sociale: que trouve-t-on avec qui ?**

La recherche-action n'est pas une méthode unique et définitive. Elle s'apparente plutôt à un champ d'investigation et de réflexion qu'identifient quelques critères dont il reste à spécifier la contribution : approche globale, logique d'association, objectif de changement social, interdisciplinarité et dialectique entre la recherche et l'action sociale en seraient quelques signes marquants (G. Goyette et M. Lessard-Hébert, 1987). Reflétant les travaux que nous avons menés récemment à l'IREC, nous préférons, pour notre part, parler de recherche participative plutôt que de recherche-action proprement dite. Nous sommes persuadés que la recherche - quelle qu'en soit la ou les disciplines impliquées - repose sur une distanciation critique de l'intervenant qui, au-delà du sujet étudié, autorise, si ce n'est une objectivité, du moins une relative extériorité face au processus en cours. A l'inverse, l'action de terrain (et tout particulièrement dans les pays en développement) se caractérise presque toujours par un très fort engagement des initiateurs, traversés tout entiers en tant que personnes et en tant que groupes, dans leurs affects comme dans leurs perceptions, par les bouleversements et les contradictions que charrient toute transformation sociétale.

Il ne s'agit donc pas de substituer la recherche à l'action, et vice versa, pour en arriver à conclure dans un galimatias conceptuel que l'un équivaut à l'autre; il s'agit plutôt, selon nous, de deux éléments concomitants d'un processus social. Notre objectif serait d'en comprendre les spécificités et d'en organiser les connexions et les passages, les interactions. C'est de cela que nous souhaiterions débattre en présentant quelques préceptes à la base de notre "action de recherche" et le sens que nous souhaitons apporter à la dimension participative.

Nous tenterons par la suite de distinguer quels sont, à nos yeux, les moteurs de la recherche participative, et comment ces différents éléments contribuent au rapprochement entre la recherche scientifique et l'action de développement. Nous poursuivrons en mettant en exergue les difficultés qui émergent lors de l'application d'une telle méthodologie, prenant en témoins deux exemples de coopération scientifique, celle que mène actuellement trois Instituts de l'EPFL avec ses partenaires à Hô Chi Minh Ville, Vietnam, et celle, plus ancienne, qui a lié l'IREC, la Coopération suisse et le Gouvernement bolivien dans la définition d'une nouvelle politique de promotion du logement populaire. Dans les deux cas, il ne s'agira pas de s'étendre exclusivement sur les résultats acquis mais d'interroger les moyens mis en œuvre pour les atteindre. En conclusion, nous chercherons à rapprocher notre approche conceptuelle de notre pratique scientifique pour relever les modalités les plus aptes à soutenir une recherche dirigée vers l'application de "processus et de produits innovants" au profit des acteurs concernés par notre intervention.

### **6.1 *Villes en mouvement recherchent acteurs désespérément !***



La "construction idéologique" de la ville en développement se place dans la mouvance de l'histoire urbaine occidentale. Longtemps ce processus global d'appropriation spatiale et sociale a été perçu dans un prisme déformant à travers lequel agiraient les décideurs et leurs alliés (le techno-politique) face à une masse passive que seraient les usagers (clients et/ou consommateurs de biens urbains). Or la production "formelle" de biens et de services urbains s'avère incapable de satisfaire, ne serait-ce que sous une forme minimaliste, les besoins exprimés par les différentes couches de la population urbaine. De bénéficiaires d'actions publiques (qu'ils n'ont jamais vraiment été en ce qui concerne les individus des classes pauvres) une majorité de citoyens se révèle être aujourd'hui les véritables bâtisseurs de la ville contemporaine. Et en lieu et place des producteurs/promoteurs que seraient censées être les autorités publiques urbaines, nous ne voyons trop souvent que des "profiteurs", agissant par relais d'influence et clientélisme au nom d'intérêts très sectorialisés, très ponctuels, parfois très personnels et non pas en regard d'un patrimoine public défini collectivement.

Cette dérive dans les buts de la planification et de l'aménagement a les conséquences urbanistiques que l'on sait mais elle a également un impact indéniable sur la structuration sociale du tissu urbain qui tend toujours plus à la fragmentation, à l'isolement et à l'exclusion des plus faibles, des plus démunis. Dans les sciences sociales, la recherche a pour but de déceler ces mécanismes de ségrégation et d'en expliquer les raisons sous-jacentes afin d'offrir des modèles de développement social alternatifs. Manière, selon nous, de nier "de fausses évidences" naturalisant le social et l'économique en prétendant expérimenter de formes de solidarités nouvelles (et/ou anciennes mais abandonnées) se substituant aux présentes configurations.

Il nous faut, par nos pratiques de chercheurs et par nos liens avec l'action, retrouver des méthodes qui transcrivent la complexité de notre terrain, la ville et son écosystème particulier, et produisent des savoirs réutilisables par ceux qui en sont les "faiseurs" (Y. Pedrazzini, J.-C. Bolay et M. Bassand, dirs., 1996). Cela ne peut se faire sans comprendre que cet environnement, qu'il soit naturel ou cadre bâti résultant de l'action humaine, n'est pas une simple toile de fond :

- Le développement urbain représente une dynamique symptomatique de la modernité que nous vivons et possède dans les pays du Sud des originalités auxquelles il faut se référer sur le plan méthodologique.
- De cette contextualisation, valorisant les singularités du monde des villes en développement, naît le deuxième trait sur lequel il faudra nous pencher, celui des acteurs sociaux avec lesquels, sous une forme ou une autre, il s'avère indispensable de s'associer. Il s'agit donc de les identifier pour pouvoir ensuite établir les modes et les temps de cette association.

Des rôles sociaux doivent à être réappris, et ils ne pourront l'être que si les acteurs détenant le pouvoir admettent que la scène urbaine s'est transformée et que le livret à partir duquel ils s'expriment ne correspond plus à l'œuvre jouée. De nombreux

figurants ont envahi le théâtre urbain et désormais le spectacle s'improvise en échos multiples plus qu'il ne se reproduit en "harmonies répétitives".

C'est ainsi que les autorités urbaines, émergeant dans de nombreux pays du Tiers Monde face à l'omniprésence de l'Etat central, nécessitent d'être renforcées dans leur mission décentralisatrice, dotées des bases légales et des ressources financières et humaines leur permettant d'affronter une réalité urbaine en changement continu. Mais au-delà des instruments techniques à disposition, c'est également d'une ouverture culturelle qu'il s'agit. Orienter le regard sur la gestion urbaine passe désormais par la compréhension des mouvements sociaux qui la traversent. Et les édiles en place, saisiront que, par sa complexité, la vi(II)e ne peut être réduite à quelques gesticulations urbanistiques et techniques limitées aux "beaux quartiers". Penser la ville c'est admettre que, tout en constituant une référence commune, elle est une réalité multiple, étendue et multiforme et que ses traits distinctifs "hors les murs" sont autant de parcours sociaux et économiques, de territoires déclassés, marginalisés dans lesquels se meuvent des acteurs à intégrer aux processus de décision.

Encore faut-il les connaître et se reconnaître dans des enjeux semblables. Ce plus petit dénominateur commun des acteurs urbains serait en quelque sorte "le droit de vivre en ville". Cette opportunité de jouir pleinement des possibilités qu'offre le rassemblement de biens et de personnes sur un territoire limité n'est encore, dans certains cas, qu'une revendication, celle que clament les "occupants urbains" à la recherche d'un statut de citoyen-citoyen. En instaurant un dialogue autour de la question de la propriété et du partage de l'espace habité (privé – collectif), les termes de son appropriation sociale et symbolique pourront être énoncés par les différents acteurs impliqués, à savoir :

- les autorités publiques dont l'objectif premier devrait tendre à l'aménagement concerté du devenir urbain via la régulation des conflits d'intérêts (dimension de service public, soit de service *au public* compris comme la totalité des résidents urbains),
- les populations (au pluriel) et en priorité les couches sociales les plus fragilisées dont les aspirations et les exigences doivent trouver à s'exprimer à travers des canaux de communication efficaces et obtenir des réponses autres que conjoncturelles et opportunistes,
- les médiateurs que sont les différents groupes d'intérêts, qu'ils soient privés, associatifs ou communautaires et dont l'objectif est autant d'alimenter la ville (en productions de biens et services comme en savoirs populaires) que d'en tirer profit (la ville est unanimement considérée comme une concentration de créativité extraordinaire), tout en y agrégeant du lien social entre individus et groupes qui y résident.

L'enjeu apparaît: celui d'une triangulation entre les partenaires imposés du puzzle urbain. C'est là tout le secret de l'action rénovatrice en ville. Les perspectives dans

lesquelles s'élaborent ces relations sont prémonitoires des luttes pour la citoyenneté urbaine, elles constituent aussi des jalons qui délimiteront les champs d'actions présentes et futures. Il faut donc instaurer une concertation la plus large possible mais aussi la plus démocratique possible. Pour ce faire, des méthodes d'approche sont envisageables et vont au-delà de la "quincaillerie technique". Elles sont profondément une remise en question des relations de pouvoir en place, une façon pragmatique d'offrir des instruments de politique urbaine plus conviviale.

## **6.2 Pour l'appréhension du réel urbain, du doute à la méthode<sup>7</sup>**

La recherche urbaine que nous préconisons, pour être participative et orientée vers l'appui aux acteurs en place, repose sur quelques prémisses qui en tracent le champ et déterminent les interactions à établir entre intervenants, les objectifs poursuivis par de telles orientations ainsi que les conséquences qui en découlent pour les opérateurs urbains. La recherche ne pourra plus être considérée comme un acte totalement neutralisé, focalisée sur la production indépendante de connaissances scientifiques, elle sera "un ferment" agissant sur une matière vivante: la ville en changement, la ville et ses contradictions, mais la ville aussi avec ses richesses énormes, cette énergie sans limites que certains voudraient parfois réduire à "une suite de problèmes ponctuels à régler".

Changer ainsi de perspective et "introduire doutes et interrogations dans toute linéarité méthodologique" serait la meilleure manière de réintégrer le travail des scientifiques dans leur environnement naturel: un processus social de transformation de la réalité urbaine.

Ces éléments méthodologiques, sans s'identifier à une révolution conceptuelle, s'avèrent néanmoins d'un usage parfois intempestif<sup>8</sup>, mais le pari sur l'innovation mérite cependant d'être tenté. En effet, si l'effort requis de la part des chercheurs est réel, il est largement compensé par la richesse des informations recueillies et, plus encore, par l'humanité qu'il empreint à un travail risquant fort, sans cela, d'être sourd aux "bruits de la ville". Résumons ces éléments :

- la recherche est pensée dans un esprit interdisciplinaire alliant les sciences de la nature aux sciences sociales et aux sciences techniques,
- la recherche est conçue comme un instrument d'échanges et de partages intersectoriels au sein de la société urbaine,

---

<sup>7</sup> Hommage indirect au grand ethnopsychiatre, Georges Devereux, dont l'œuvre maîtresse s'intitule "De l'angoisse à la méthode dans les sciences du comportement" et aborde avec brillance la question de la relation entre le chercheur et son sujet (voir : bibliographie).

<sup>8</sup> Cela ne signifie en rien qu'il n'y ait pas des tentatives de ce type. Les essais sont nombreux comme en témoigne l'ouvrage édité par D. Mitlin et J. Thompson (1994). Ils tiennent cependant encore plus de l'expérimentation que de la norme appliquée par les autorités urbaines en matière d'aménagement du territoire.

- la recherche se veut participative en ce qu'elle ouvre la réflexion aux différents acteurs, parmi lesquels les habitants, qui représentent les moteurs de la transformation sociétale,
- la recherche est introduite tel un élément d'un processus social global et s'oriente en conséquence directement vers l'appui aux acteurs du changement.

Pour expliciter ces propos, par ailleurs déjà exposés tant sous forme discursive que dans leur application formative (J.-C. Bolay et al., 1996 ; J.-C. Bolay, 1995), nous tenterons de montrer quelles sont, pour chacune de ces quatre dimensions, les implications en termes de pratiques de recherche.

#### *a) L'interdisciplinarité*

La complexité du phénomène urbain s'apparente à un entrelacement de réseaux de natures différentes, réseaux techniques divers mais aussi multitude de réseaux sociaux plus ou moins visibles selon leur amplitude, leur extension, leur représentativité territoriale, leur institutionnalisation. Cet entremêlement prospère et agité d'hommes, de machines et d'intentions oblige le chercheur à suivre le parcours de ces différents desseins par la mise en commun des apports des disciplines scientifiques directement concernées par ce "melting pot". Nous en voyons trois dont les spécificités nous apparaissent indispensables :

- les sciences de l'environnement naturel qui, par leurs savoirs, sont en mesure de nous enseigner l'impact de la croissance urbaine sur les ressources naturelles qui, en contrepartie, assurent la pérennité de la vie en société. L'eau, l'air, les énergies et le sol sont des éléments fondateurs de la ville, éléments que l'homme utilise, consomme, contamine puis rejette avec ou sans prévention quant à leur recombinaison intrinsèque,
- les sciences de l'ingénierie sont, à leur tour, indispensables à la compréhension des réseaux techniques, dans leur définition, leur mise en place comme dans leur gestion et leur entretien. La concentration de tels réseaux dans les zones les plus densément urbanisées rend leur maîtrise toujours plus délicate, plus sophistiquée et plus onéreuse, et les risques de dysfonctionnement toujours plus élevés (P. Rossel et J.-C. Bolay, 1993),
- les sciences sociales qui "redonnent sens" aux processus sociétaux qui génèrent, organisent et prennent en charge les transformations techniques et environnementales.

#### *b) Echanges vers l'opérationnel*

Mises en commun, ces disciplines ont la prétention, par l'échange et la critique, de déconstruire leurs savoirs particuliers, en contester les représentations partielles et "*éveiller un regard heuristique jeté sur la complexité d'un réel qui échappe ou sur l'entrecroisement des perspectives et des valeurs engagées dans une pratique professionnelle donnée*" J.-P. Resweber (1995, p. 43).

Ce regard pluriel (et difficile dans l'interprétation et la mise en accord de langages si distincts) prend toute sa valeur lorsque les interrogations et les considérations qui en résultent ne restent pas confinées au seul monde scientifique mais servent de "monnaie d'échange" aux grands secteurs qui sont autant de courroies de transmission du développement urbain.

Pour reprendre les termes utilisés lors d'une précédente publication : "*La recherche est orientée vers l'application opérationnelle des résultats. Il s'agit donc de traduire les données obtenues et leur analyse en outils d'aide à la décision, en recommandations servant de guides pour l'innovation et le changement. Cela signifie, et c'est peut-être cela le plus important, qu'au travail proprement dit de chercheur s'adjoint une fonction de service et de conseil, de suivi dans la mise en oeuvre. S'ouvrir à ce long processus implique à son tour que la recherche soit envisagée dans un esprit de concertation interinstitutionnelle, qui permette non seulement l'intégration de différentes compétences scientifiques mais débouche sur un partenariat effectif avec l'ensemble des institutions concernées par la problématique. On peut véritablement parler d'un apprentissage de la négociation qui vise aussi bien le secteur public et les collectivités territoriales que les milieux privés et les organisations de la société civile*" (J.-C. Bolay, 1995, p. 30).

### **c) *Participation et société***

Les acteurs du jeu urbain sont nombreux et la représentativité des différents secteurs impliqués dans un processus de recherche ne peut prétendre à l'exhaustivité.

Sont ainsi concernées en priorité les administrations publiques locales, régionales et nationales qui, par la détermination du cadre juridique et la promotion d'actions opérationnelles, tracent les grandes lignes de l'intervention de l'Etat et fixent ses relations avec les autres secteurs de la société.

L'expérience acquise dans différents pays du Sud nous a démontré que la décentralisation des responsabilités politiques et administratives, si elle prend des formes diverses selon les pays, demande encore à être renforcée au profit des collectivités territoriales en s'appuyant sur une meilleure coordination avec les niveaux supérieurs que sont les autorités régionales et nationales. Démarche impérative et urgente lorsque les moyens requis, d'abord financier puis en personnel compétent et en technologies, ne sont pas à la hauteur des défis lancés.

Face aux administrations, ce sont les différents secteurs de la société civile qui doivent

être intégrés dans un processus de concertation et de négociation. Il n'est qu'à penser aux différentes entreprises économiques qui, de près ou de loin, exercent une activité procédant de la transformation urbaine (bien évidemment les bureaux d'étude et les entreprises de construction et de travaux publics, mais également toute entreprise qui décide de s'implanter en territoire urbain afin de valoriser les commodités offertes et procéder ainsi à des économies d'échelle).

Il est désormais de bon ton de mettre en valeur la fonction dynamique que joue les "lois du marché" (Banque Mondiale, 1994), et loin de nous l'idée de contester la pertinence d'un secteur privé. Mais il faut immédiatement ajouter qu'il ne représente pas, en tant que tel, la totalité de la société civile et que cette dernière s'exprime aussi largement par toute une série d'organisations qui sont autant de porte-voix pour une variété d'opinions distinctes.

Les plus anciennes et les plus connues de ces organisations sont et demeurent les partis politiques et les syndicats, souvent à la pointe de combats au profit de la ville pour tous, parfois aussi englués dans leurs relations aux pouvoirs en place. A ces organismes ayant "pignon sur rue" se sont depuis de nombreuses années adjointes des associations qui, de surface plus réduite (par la représentativité numérique et/ou par les questions abordées), gagnent en flexibilité et en rapidité. Organisations communautaires, elles défendent les intérêts de secteurs spécifiques de la population en cherchant à sécuriser leur assise urbaine; organisations non gouvernementales, elles sont autant de moyens d'intermédiation entre pouvoirs publics et populations.

Les scientifiques que nous sommes ne peuvent pas ignorer l'éclatement de la société urbaine et sa recomposition permanente par un entrechat d'acteurs sociaux, d'institutions et d'organisations sociales, dont il s'agit de percevoir les objectifs et les enjeux, esquissant des ouvertures vers une recomposition des partenariats urbains. Il nous faut décider avec qui nous voulons "déconstruire" et "reconstruire" la ville contemporaine.

Dans cet esprit, la recherche ne peut qu'être participative en intégrant dans son déroulement les représentants des différents secteurs de la société<sup>9</sup>. Mais alors, quand il est si agréable de se retrouver entre pairs, pourquoi une telle démarche, pourquoi choisir la voie de la confrontation et risquer ainsi d'inévitables tensions ? Ce choix méthodologique ne relève pas de l'exercice de haute voltige ou d'un goût masochiste pour l'échec programmé. Nous sommes conscients qu'à démultiplier les intervenants, on fragilise la mise en œuvre et notre option relève plus simplement d'un souci d'efficacité, sachant par expérience qu'un trop grand éloignement entre les opérateurs (quelle qu'en soit l'identité) et les concepteurs de la recherche rendra plus hypothétique la transformation des résultats et de leurs recommandations en guides pour l'action et instruments de gestion. Les exemples sont trop nombreux de "beaux conseils" qui

---

<sup>9</sup> On est très près des arguments justifiant, selon William Foote Whyte la Participatory Action Research, lorsqu'il explique que, si la PAR est bien une recherche appliquée, elle s'appuie sur des membres des organisations étudiées qui sont activement engagés dans le processus de récolte d'informations et d'idées devant guider leur future action (1991, p.20).

demeurent évanescents avant de s'évanouir sous la poussière et le temps<sup>10</sup>.

Si l'on insiste sur la dimension participative que doit adopter la recherche urbaine, c'est que deux particularités des villes du Sud ne peuvent être négligées. Elles donnent en effet corps à cette méthode.

En moyenne, plus de 50% des activités sociales et économiques en milieu urbain se déroulent dans un espace "informel". On échappe ainsi à l'institutionnel, au réglementaire, à l'officialité. Mais cette haute densité d'énergies humaines, ce déploiement d'actions, si elle participe pleinement à la production de la ville et à la plus-value qui s'en dégage, reste largement ignorée dans sa structuration sociale, et encore plus dans son identité citoyenne<sup>11</sup>. La volonté d'intégrer les secteurs populaires<sup>12</sup> et ne pas limiter notre interaction aux seuls représentants des organismes publics et organisations sociétales "patentées" nous pousse à une méthodologie dans laquelle les habitants et les responsables d'organisations communautaires puissent se sentir partenaires à part entière. Dans son article sur "Bottom up Planning for Urban Development", E. Wratten énonce très bien le sens à apporter à une telle participation communautaire : *"In terms of providing services to low-income communities, the role of government, international agencies and NGOs is limited compared with that of the people themselves. Although aid agencies are influential in terms of policy, 'development' in developing countries is generated by low income people either in acting on individual self-help basis, or through community mobilisation"* (E, Wratten, 1994).

Cela nous amène à la deuxième particularité qui est celle de l'organisation des couches populaires urbaines. Pour beaucoup de citoyens pauvres, l'intégration urbaine dans un premier temps, puis la reproduction sociale de l'unité familiale, représentent au quotidien une lutte incessante contre la précarité, l'instabilité, les "lendemain qui déchantent". Cette ardeur à consolider une identification au monde urbain est rarement prise en considération par les autorités, mal insérée aux programmes publics et fréquemment dévoyée comme un frein à "l'embellissement de la cité" (toujours la mise en avant du matériel et du bâti face au socioculturel). Ce combat contre "la négligence d'en haut", les populations l'organisent au sein de réseaux sociaux de proximité liés à leurs origines, qu'elles soient territoriales/régionales et/ou ethniques/claniques. Apparaissent ainsi des groupements, des associations, des mises en commun que l'on retrouve derrière ce que l'on dénomme usuellement "les organisations communautaires de base" qui ne sont rien d'autre qu'une forme sociale de défense d'intérêts propres dans un contexte de crise d'appartenance à l'histoire urbaine : sécurité foncière, appropriation immobilière, aménagements publics, éducation, soins sanitaires, emploi

---

<sup>10</sup> En Bolivie, à chaque changement d'administration publique, on remplace les cadres et l'équipe partante emporte avec elle l'ensemble des dossiers. Cette pratique (du moins telle que nous l'avons vécue) a pour conséquence directe un redémarrage périodique des processus d'apprentissage et de leurs acquis.

<sup>11</sup> C'est ainsi qu'à Hô Chi Minh Ville, près de 50% des habitants des quartiers d'habitat précaire ne possèdent pas d'autorisation de résidence et ne sont pas reconnus par les autorités urbaines comme des "ayant droit", avec pour conséquence l'inaccessibilité à un certain nombre de services publics.

<sup>12</sup> L'économie populaire urbaine, pour reprendre l'expression de E. Waas, 1992

et protection sociales sont autant d'exigences que l'on ne sait pouvoir être résolues sans une participation directe et effective des principaux concernés.

La participation à la recherche doit, en ce sens, être également comprise comme un mécanisme d'appui aux groupes sociaux les plus défavorisés afin que leur appréhension des problèmes, les solutions qu'ils envisagent, les formes de collaboration qu'ils préconisent soient partie intégrante des questions soulevées par la recherche tout comme des propositions qui s'en dégagent. La recherche participative devient levier pour l'action, instrument méthodologique de renforcement de certains groupes sociaux, ouverture du cercle des négociations urbaines aux exclus de toujours.

#### *d) la recherche comme élément d'un processus social global*

Sans épiloguer trop longuement sur les points de méthode que nous souhaitons mettre en évidence lors des protocoles guidant nos recherches et avant d'examiner les difficultés que nous rencontrons dans la mise en pratique de ce partenariat, nous souhaitons cependant réaffirmer l'importance que revêt la recherche, ses liens avec l'action sociale et son transfert vers la formation, en réintroduisant notre démarche dans une globalité sociétale de réinvention de la réalité urbaine. Si, comme nous l'avons énoncé plus haut, nous ne pensons pas pouvoir confondre, en soi, la recherche scientifique (avec ses contraintes méthodologiques, son esprit critique et sa distance face au sujet) et l'action sociale (avec son implication en qualité de sujet agissant, son identification au processus en soi, ses stratégies de "conquête de pouvoir"), il est évident que, selon nous, elles participent l'une et l'autre à une même dynamique de transformation des villes, la recherche interdisciplinaire et participative offrant un appui critique aux acteurs évoluant au premier plan de la scène urbaine.

C'est dans cette perspective que nous pensons indispensable que s'établissent des liens constants et durables entre chercheurs et "développeurs": les uns avant tout préoccupés de déchiffrer par l'analyse scientifique "l'insoutenable légèreté" des apparences urbaines et soumettre au débat les antagonismes inaliénables qui en constituent le fondement, les autres devant affronter "courtes et longues distances temporelles" (affronter et tenter de résoudre les urgences quotidiennes sans oublier d'anticiper le futur) avec des outils toujours plus nombreux, toujours plus difficiles à manier dans un contexte fluctuant aux contours flous et chaotiques. Repensons notre fonction de chercheur mais ne laissons pas les opérateurs agir aux frontières extérieures du "triangle d'or" : la concertation entre populations, décideurs et professionnels de l'environnement urbain. Travaillons en collaboration que ce soit par des formations "à géométrie variable"<sup>13</sup> ou par le conseil aux opérateurs.

---

<sup>13</sup> A l'exemple des séminaires itinérants de formation à "la planification participative et l'habitat populaire en Amérique latine", dont l'approche s'inspire très largement des préceptes méthodologiques exposés dans la présente communication (J.-C. Bolay et al., 1996).



## 7. Recherche urbaine: errements et discernements de nos pratiques

Cartes retournées, les joueurs s'observent les uns les autres, tentant de ne pas trop dévoiler leur jeu avant de faire monter la mise. Qui nous suivra dans nos enchères, évitant de se retrouver seul ? Il faut être plusieurs pour jouer et accepter des règles communément admises. Or il semble bien que la "confrérie de la recherche et du développement" tienne encore souvent, à travers silences et méfiances, plus de la société secrète que du clan. Nous travaillons ensemble, un peu sous pression, un peu par goût de l'interrogation et de la confrontation, parfois dans l'espoir de dépasser des cheminements parallèles et stériles; nous exécutons souvent notre labeur en solitaire, besoin de calme pour la réflexion mais aussi facilité dans l'accomplissement de nos tâches.

Dans cette voie vers la recherche participative, nous avons, nous autres chercheurs, à perdre de notre superbe et comprendre, dans nos méthodes comme dans l'usage que nous en faisons, quelles en sont les défaillances et quelles en sont les lignes de force. Car il est étrange que l'on souligne volontiers l'élégance du menu (nos objectifs), que l'on évoque avec honneur l'exquise finesse des mets servis (les résultats de nos recherches) et que l'on oublie systématiquement de parler des cuisines et des "gâte-sauce" (les aléas de la mise en œuvre, de nos méthodes). Serait-ce vraiment parce qu'il y a peu à dire de nos techniques et de nos recettes et que d'autres ont tiré avant nous la somme sur cette addition de pensées et de savoir-faire ? Peut-être. Mais cette discrétion vient sans doute également de nos interrogations, de nos incertitudes, que nous préférons dissimuler plutôt que discuter. Nous sommes convaincus de la nécessité de démontrer que nous avons rempli nos engagements mais restons peu préoccupés de savoir si échecs partiels et égarements momentanés ne sont pas, à leur tour, riches d'enseignements.

Tentons l'essai et soyons, par la bande, "affreux, sales et méchants<sup>14</sup>" au lieu de soutenir un positivisme béat, non pas pour nous décrier les uns les autres mais au contraire pour montrer combien la recherche participative, par sa volonté intégrative de rassemblement et sa perspective applicatoire, reste une voie ouverte vers de nouveaux horizons, un passage vers des manières alternatives d'envisager et l'action sociale et les relations humaines qui l'animent.

### 7.1 *Une recherche participative au Vietnam*

Depuis trois ans, l'Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne (EPFL) est partenaire à Hô Chi Minh Ville d'une équipe interdisciplinaire vietnamienne, en vue de procéder à un diagnostic sur les effets environnementaux de la métropolisation et de la croissance de l'habitat précaire dans cette énorme capitale économique de la partie méridionale du pays (M. Bassand et al., 1996 ; J.-C. Bolay et al., 1997). Il s'agit d'une construction

---

<sup>14</sup> Titre d'un film sublime de Ettore Scola de la fin des années 70, à recommander à tous ceux qui s'intéressent aux classes populaires et encouragent l'autopromotion !

audacieuse mais indispensable : mettre ensemble des ingénieurs hydrologues, des écotoxicologues, des géographes, des sociologues et des économistes pour déterminer les causes sociales, techniques et naturelles de l'extension des zones d'habitat précaire, leur impact sur la dégradation de l'écosystème hydrique et élaborer ensuite les mesures à prendre pour faire face à une telle situation, tant sur le plan des pratiques sociales, des incitations réglementaires que des interventions officielles. Le défi est passionnant car, au-delà des ruptures disciplinaires et des incompréhensions qui peuvent en naître, c'est l'apprentissage d'un dialogue entre cultures professionnelles et nationales qu'il s'agit d'instaurer.

Du côté suisse, ce sont trois instituts scientifiques de l'EPFL qui ont à trouver des modalités performantes de communication. Même site, même insertion institutionnelle, mais l'autonomie académique et des origines disciplinaires distinctes se traduisent par des procédures de recherche différentes. Les "us et coutumes" et les "dialectes scientifiques" impliquent traduction et réappropriation. La question de la transmission et de la diffusion des résultats se pose, là déjà, au sein d'une même université et ne peut être conclue sans que l'on consacre beaucoup de temps en réunions, échanges et discussions.

Du côté vietnamien, l'interdisciplinarité et le rapport entre science et pratique représentent une approche du développement totalement novatrice. Plusieurs facteurs se conjuguent pour expliquer cette situation :

- le Vietnam est entré, depuis près de dix ans, dans une phase de restructuration profonde de son système économique et politique, offrant aux collectivités territoriales et aux entreprises privées des champs de manœuvre qu'elles ne connaissaient pas auparavant. Ces transformations ne se font pas sans à coup, les acteurs du jeu urbain étant redéfinis, tout comme leurs relations avec les tiers;
- les changements institutionnels et sociaux qui découlent de cette nouvelle politique de libéralisation des échanges (sur le plan national comme sur le plan international) peuvent engendrer à court terme des raidissements, des blocages, des luttes d'influence auxquels les acteurs urbains, qu'ils soient opérateurs ou analystes, ne peuvent rester indifférents;
- la dynamique de croissance au Vietnam et les bouleversements sociaux qu'elle peut provoquer au sein de la société peuvent entrer en conflit avec un système de croyances et de valeurs anciennes et engendrer des crises d'identification des acteurs et de leurs actions;
- le passage, en quelques années, d'un pays replié sur soi dans une économie de guerre puis de reconstruction nationale, à une nation directement impliquée dans les flux mondiaux de la globalisation économique, suscite un accroissement des partenariats internationaux et exige une redéfinition des termes contractuels.

Encore considéré comme un des pays les plus pauvres de la planète, le Vietnam est cependant une des régions du monde au taux de croissance économique parmi les plus élevés (entre 7 et 8 % de croissance annuelle du PNB). Le risque est grand que les investissements massifs et l'intérêt grandissant que représente ce marché sur le plan international se répercutent très durement sur la nature des relations de coopération. Nous devons donc veiller de part et d'autre à ce que nos préoccupations scientifiques et notre souci d'un développement socio-économique et environnemental harmonieux demeurent les moteurs de notre action commune.

C'est en essayant de tenir compte de ces difficultés inhérentes à une recherche de ce type dans le contexte du Vietnam actuel que la deuxième phase en cours (1996-1999) tentera de joindre à la pratique de recherche un volet de formation et d'appui aux autorités locales des quartiers d'habitat précaire comme aux autorités administratives de la zone métropolitaine.

## **7.2 Une recherche-action en Bolivie**

L'expérience de la coopération scientifique entre l'IREC et nos partenaires boliviens peut est riche de leçons dans la relation à établir entre recherche, appui aux opérateurs et action de développement.

Dès 1989, avec l'appui de la Coopération suisse, des chercheurs en sciences sociales ont travaillé de concert avec des scientifiques boliviens et le Ministère des affaires urbaines à la redéfinition d'une politique nationale de promotion du logement populaire<sup>15</sup>. Passant d'un premier diagnostic des opérations de construction et de réhabilitation menées dans le cadre des mesures sociales d'accompagnement au programme d'ajustement structurel décidé par le Gouvernement et la Banque Mondiale, l'équipe scientifique bolivienne et suisse a été renforcée par des spécialistes de l'habitat provenant dudit Ministère, d'une association sans but lucratif (PROA – El Alto), de la fédération des coopératives de crédit ainsi que du Fonds national du logement social (FONVIS). Pendant deux années, ce groupe a cherché, par une série d'enquêtes et d'entretiens, à fixer le plus clairement possible les normes financières et administratives devant régenter ce Plan national afin de garantir l'accès des fonds aux familles à faible revenu.

Sans entrer dans les circonvolutions de tout projet de recherche orienté vers l'appui aux opérateurs urbains, le résultat atteint (et ce n'est pas des moindres) a consisté en la signature ministérielle d'une nouvelle réglementation nationale. Malgré l'inscription de mécanismes d'application représentant un véritable progrès dans l'ouverture du système de crédit et d'épargne au profit des familles à faibles revenus, cette nouvelle

---

<sup>15</sup> Ce que la Présidence de l'époque avait intitulé : le Plan National du Logement Populaire. Pour plus de détails, lire à ce propos : J.-C. Bolay, A. Cunha et E. Waas, 1993.

politique de l'habitat n'a jamais véritablement été expérimentée sous une forme opérationnelle. Et ce alors que les engagements des principaux partenaires visaient une telle application.

Comment juger les résultats du processus suivi ? En termes strictement scientifiques, en expliquant, démonstrations à l'appui, quels sont les écueils à éviter de manière à ce qu'une telle politique nationale ne fasse fi des méandres administratifs et des impératifs socio-économiques ? Ou également en s'interrogeant sur les retournements de situation pouvant affecter de tels partenariats: changements politiques en Bolivie, décrue des budgets de coopération attribués à la recherche urbaine et l'innovation, mouvances dans les engagements institutionnels ?

De telles questions restent valables aujourd'hui car elles sont parties intégrantes des formes de recherche que nous souhaitons promouvoir. A ce titre, quelques conseils peuvent être tirés de ce proche passé latino-américain et du présent vietnamien :

- la recherche participative portera ses fruits si les partenaires scientifiques, les organismes de coopération et les institutions administratives s'impliquent à part entière dans la définition des modalités de recherche tout comme dans ses applications,
- elle ne pourra atteindre ses objectifs que si, dans les résultats escomptés, la mise en œuvre d'actions urbaines représente, dès l'initialisation de ce type de projet, un enjeu majeur de sa réussite<sup>16</sup>,
- la recherche participative orientée vers l'action urbaine ne peut être entreprise qu'en sachant, dès le départ, qu'elle représente un changement brutal dans une vision de la réalité influencée par nos comportements en tant que chercheurs, développeurs, opérateurs urbains et habitants; sa consécration s'opère à travers la négociation et la conciliation entre perceptions et pratiques divergentes,
- la dimension temporelle est, dans la recherche participative comme dans tout projet de développement, une notion clé, la seule en mesure d'offrir, à terme et malgré de nombreuses conditionnalités, quelques chances de succès à nos projets.

## **8. Conclusion : formation participative, respect de l'altérité et citoyenneté**

---

<sup>16</sup> Si un tel engagement n'est pas rempli, il est fort probable que la participation des différents acteurs sociaux (et tout particulièrement des représentants des groupements communautaires) sera faible et générera parmi ceux-ci frustration et repli sur soi. C'est ce que nous essayons d'éviter à Hô Chi Minh Ville à travers la préparation, dans deux quartiers populaires, de petites actions de développement urbain signifiant très concrètement une amélioration pour les conditions de vie des habitants.

L'habitude de considérer les transferts de connaissances comme étant exclusivement une "dotation" des pays du Nord facturée d'une manière plus ou moins onéreuse au pays du Sud est bien ancrée dans les milieux de la coopération scientifique internationale. Cette habitude n'est pas toujours le fruit de mauvaises intentions - au contraire - mais il est parfois difficile pour les chercheurs produits au Nord de travailler sans préjugés "assistentialistes", cela d'autant plus que ceux-ci sont le plus souvent confortés sur place par les chercheurs "assistés", quelque fois ultimes gardiens d'un temple du savoir pourtant largement en ruines.

Les populations locales, au Nord comme au Sud, ont appris à être plus critiques à l'égard de cette entreprise d'exportation des savoirs que la plupart des "savants". Ces savoirs, plus d'une fois dévalués au Nord, continuent à être appliqués au Sud. Pour ne retenir qu'un exemple de cette renaissance tropicale des savoirs blancs périmés, que dire de la notion de développement dont les français, les Suisses, les Anglais, les Hollandais ou les Allemands ne parlent plus qu'une fois certains d'avoir quitté le sol natal ?... En Asie, en Afrique ou en Amérique Latine, ils peuvent reprendre alors de passionnantes tentatives pour "développer" les pays "sous-développés", "en voie de développement", ou, plus prudemment "mal développés".

Bien évidemment, une avant-garde plus critique a essayé ces dernières années de remplacer le transfert de connaissance par un partage des savoirs et l'aide au développement par une promotion conjointe d'un "développement durable". C'est bien mais il faudrait encore aller plus loin et chercher une plus grande transparence : croyons-nous au développement du Sud, fût-il durable ou "soutenable" et, surtout, croyons-nous que le modèle d'un tel développement puisse venir du Nord ? Ne serait-il pas temps de défaire les liens hiérarchiques présents dans la tête même des plus fervents partisans d'une recherche participative et de tenter maintenant l'expérience d'un travail d'équipe à l'image de ce qu'interdisciplinarité veut dire en termes de confiance et de respect des qualités techniques, culturelles et individuelles de "l'autre chercheur". C'est, dans le domaine de la recherche scientifique, le même pari de retrouvailles avec l'Autre, d'abandon de la peur de l'altérité (l'étranger, le pauvre, l'inculte...), que les nouveaux temps difficiles que nous vivons dans le Nord nous obligent à faire quotidiennement en tant que citoyens de cultures tentées par la division, la ségrégation, le rejet de l'autre, le nationalisme et autres germes de fascisme.

Notre apport à la mise en place de modalités de coopération participative n'a pas tellement d'autre souci que de coïncider avec ce désir de citoyenneté. Nous croyons ainsi à l'enseignement, à la formation de chercheurs du Sud par des chercheurs du Nord, puisqu'il est ici des choses que nous savons pour les avoir apprises ici que des gens de "là-bas" ne savent pas, mais c'est avant tout parce que nous savons, pour l'avoir appris en Bolivie, au Vietnam ou au Cameroun, qu'il est de la même façon des choses que nous ne savons pas et que les gens de là-bas (ou d'ailleurs) peuvent nous apprendre. Autrement dit, il faut continuer à croire à la recherche et à la formation pour autant qu'elles soient le résultat d'un échange à long terme entre partenaires "égaux en droits" dans la Science comme ils devraient l'être dans la vie.

## Références bibliographiques citées

- Andersen N. (1993), *Le hobo - sociologie du sans-abri*, Paris, Nathan (éd. originale : 1923).
- ARCI (1991), *Dynamique culturelle et changement social - rapport du Comité d'Orientation*, Montrouge, ARCI.
- Banque Mondiale (1994), *Une infrastructure pour le développement, rapport sur le développement dans le monde 1994*, Washington DC, Banque Mondiale.
- Bassand M, Bolay., J.-C., Cunha A., Vuong Van Pho Danh, Thai Thi Ngod Du, Bui Thi Lang et al. (1996), *Développement durable, métropolisation et pollutions des ressources naturelles à Hô Chi Minh Ville, Vietnam*", rapport de recherche IREC n° 134, Lausanne, IREC-DA/EPFL.
- Becker H. S.(1985), *Outsiders*, Paris, A.-M. Métaillé (éd. originale :
- Bolay J.-C. (1995) *Interdisciplinarité et développement, mode saisonnière ou nouveau mode de faire*, in : Panorama n° 5 : "Transdisciplinarité", Berne, Programme Prioritaire Environnement.
- Bolay J.-C. (1996), *Planning differently : Urban Habitat and Popular Participation in Latin America, a Swiss Contribution to the Best Practices Initiative (Argentine, Bolivie, Brésil, Venezuela)*, english and french version, Contribution officielle suisse à la Conférence mondiale Habitat II, Granges, Office fédéral du Logement.
- Bolay J.-C., Cunha A. et Waas E. (1993), *Habitat populaire y pobreza urbana en America latina, hacia una nueva politica de la vivienda en Bolivia*, Cahier de Recherche n° 103, Lausanne, IREC-DA/EPFL.
- Bolay J.-C., Kullock D., Cruz M., Meira M. E., Bolivar T. et al. (1996), *New Opportunities: Participating and Planning*, Caracas, FAU/UCV, IREC-DA/EPFL, FPH, .
- Bourgeois Ph. (1993), *Une nuit dans une shooting gallery : enquête sur le commerce de la drogue à East Harlem*, in : Les Actes de la Recherche en Sciences Sociales n° 94, Paris, septembre, pp. 59-78.
- Chombart de Lauwe P.-H. (1965), *L'attraction de Paris sur sa banlieue*, Paris, Collectif du Centre d'Etudes des Groupes Sociaux, Editions Ouvrières.
- Chombart de Lauwe P.-H. et al. (1952), *Paris et l'agglomération parisienne* (2 Vols.), Paris, PUF.
- Chombart de Lauwe P.-H. (1975), *La culture et le pouvoir*, Paris, Stock.
- Chombart de Lauwe P.-H. (1978 et 1980), *Echange des connaissances et innovations*, Paris, Rapport UNESCO, 2 parties.
- Chombart de Lauwe P.-H. (1982), *Planification urbaine et médiation des sciences humaines*, in : Architecture & Comportement, Vol.2 N° 1, 1982. Pp.59-67.
- Chombart de Lauwe P.-H. (1997), *Un anthropologue dans le siècle*, entretiens avec Thierry Paquot, Paris, La Découverte.
- Chombart de Lauwe P.-H. et al. (1980), *Partage des connaissances et cultures novatrices*, pp.265-292, in : Domination ou partage? Développement endogène et transfert des connaissances, Paris, UNESCO.
- Chombart de Lauwe P.-H., dir. (1966), *Images de la culture : premiers éléments d'une recherche en France*, Paris, Editions Ouvrières.
- Chombart de Lauwe P.-H., dir. (1976), *Transformations de l'environnement, des aspirations*

- et des valeurs*, Paris, Ed. du CNRS.
- Chombart de Lauwe P.-H., dir. (1981), *Transformations sociales et dynamique culturelle*, Paris, Editions du CNRS.
- Chombart de Lauwe P.-H., dir. (1988), *Culture-action des groupes dominés*, Paris, L'Harmattan.
- Chombart de Lauwe P.-H., dir.(1970), *Aspirations et transformations Sociales*, Paris, Anthropos.
- Devereux G. (1980), *De l'angoisse à la méthode dans les sciences du comportement*, Paris, Flammarion.
- Geertz C. (1997), *Ici et là-bas : l'anthropologue comme auteur*, Paris, A. Métaillé.
- Goyette G. et Lessard-Hébert M. (1987), *La recherche-action : ses fonctions, ses fondements et son instrumentation*, Sillery, Presses de l'Université du Québec.
- Lewis O. (1969), *La vida - une famille porto-ricaine dans une culture de la pauvreté : San Juan et New York*, Paris, Gallimard.
- Mitlin D. et Thompson J., RRA Notes number 21, Special issue on participatory tools and methods in urban areas, Londres, IIED.
- Morin Edgard (1984), *Le développement de la crise du développement*, in : Sociologie, Paris, Fayard.
- Pedrazzini Y. et Sanchez R. M. (1992), *Malandros, bandas y niños de la calle : la Cultura de urgencia en la metrópoli latino-americana*, Valencia et Caracas, Vadell Hermanos Editores.
- Pedrazzini Y. (1994), *La métropolisation du Venezuela et les barrios de Caracas*, thèse de doctorat ès sciences, Lausanne, Ecole Polytechnique Fédérale, Département d'Architecture.
- Pedrazzini Y. et al. (1994), *Rêves individuels et aventure collective : jeunes du Mexique, du Venezuela, de France et du Portugal*, Paris, L'Harmattan.
- Pedrazzini Y., Bolay J.-C. et Bassand M., dirs. (1996), *Habitat créatif : éloge des faiseurs de ville*, Paris, Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme, coll. "Dossier pour un débat" n° 62.
- Resweber J.-P. (1995), *La recherche-action*, Paris, Presses Universitaires de France, coll. Que sais-je ?
- Rio M. (1997), *Grâce au ciel, à Sokal et à ses pareils*, in : Le Monde, Paris, 11 février.
- Rossel Pierre et Bolay Jean-Claude (1993), *Dinámica metropolitana: riesgos mayores y desarrollo durable*, in : Revista URBANA n° 13, Caracas, Instituto de Urbanismo, FAU/UCV.
- Sabelli F. (1993), *Recherche anthropologique et développement*, Neuchâtel et Paris, Institut d'Ethnologie et Maison des Sciences de l'Homme.
- Simmel G. (1989), *La ville*, in : Philosophie de la modernité, Paris, Payot, pp. 231-277.
- Sokal A. (1997), *Pourquoi j'ai écrit ma parodie*, in : Le Monde, Paris, 31 janvier.
- UNCHS/HABITAT (1996), *An Urbanizing World, Global Report on Human Settlements 1996*, Nairobi, UNCHS/HABITAT.
- United Nations (1991), *World Urbanization Prospects 1990*, New York, UNO.
- Waas E. (1992), *Quels emplois et revenus pour les citoyens dans les pays en développement?*, Berne, DDA,.
- Wacquant L. (1989), *Corps et âme : notes ethnographiques d'un apprenti-boxeur*, in : Les Actes de la Recherche en Sciences Sociales n° 80, Paris, novembre, pp. 33-67.

Whyte F. W. (1991), *Social theory for action : how individuals and organizations learn to change*, Newbury Park ; London, Sage.

Whyte F. W. (1996), *Street Corner Society*, Paris, La Découverte (éd. originale, 1943).

Whyte F. W., éd. (1991), *Participatory action research*, Newbury Park. London, Sage (Sage focus editions ; 123).

Wirth L. (1980), *Le ghetto*, Grenoble, Presses Universitaires (éd. originale : 1928).

Wratten E. (1994), *Bottom-up planning for urban development: the development planning for real pilot project*, in : D. Mitlin et J. Thompson, RRA Notes number 21, Special issue on participatory tools and methods in urban areas, Londres, IIED.